

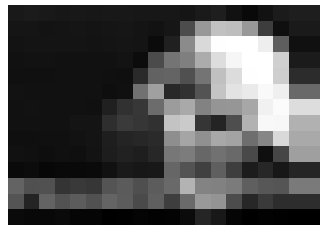
ISSN 1019-0287

Preis 60,- LUF

29. Juni 2001

erscheint freitags

29/6- 8/7/2001  
(film/theatre/concert/events)



# Catégorie J: 3.000 personnes



*Dans les statistiques sur la régularisation, elles n'apparaissent pas. Pour cause: elles ne sont pas régulières. L'exclusion des réfugié-e-s du Sandjak n'est pas la seule ombre au tableau. Le bilan intermédiaire de la régularisation est mitigé.*

**dès woch, page 3**

(Photo: ASTI)

## PARTICIPATION

**Le 13 juillet sont prévues les élections pour le nouveau "Conseil national des étrangers". Mais pour avoir un poids politique, le Conseil nécessite plus qu'un renouvellement de ses membres.**

Une date importante en matière de participation des personnes non-luxembourgeoises se rapproche: à la mi-juillet le "Conseil national des étrangers" (CNE) sera renouvelé. L'appel aux candidatures vient d'être publié dans la presse. Mais déjà deux semaines avant les élections, certaines conclusions peuvent être tirées.

Lors de la "Conférence nationale des étrangers" en novembre dernier, de nombreuses critiques avaient été formulées à l'égard du fonctionnement du Conseil, et le désillusionnement de ses membres sautait aux yeux. Même la ministre de la famille avait publiquement constaté un manque de motivation chez les membres du CNE à la fin de leur 2e mandat. En effet, le CNE, structure créée en 1993 pour favoriser l'intégration des personnes non-luxembourgeoises, ressemble jusqu'ici à un tigre de

papier: les avis qu'il produit en matière de projets de loi sont ainsi adressés au Gouvernement et ne doivent pas obligatoirement être pris en compte par le Parlement. Il s'ensuit que des projets importants dans le domaine de l'intégration passent par la Chambre sans que celle-ci prenne en compte l'avis des représentant-e-s de la population non-luxembourgeoise. Tel fut le cas notamment pour le projet de loi sur la réforme de la législation en matière de naturalisation. Depuis des années déjà, les associations du terrain revendiquent que le CNE soit, assimilé aux Chambres professionnelles dont les avis sont intégrés dans le processus même du travail parlementaire.

D'autres critiques concernent la durée du mandat; on propose de l'allonger de trois à cinq ans. Si cette idée trouve un large soutien, la revendication

d'un Conseil élu démocratiquement par toutes les personnes non-luxembourgeoises résidant à Luxembourg est en même temps plus "politique" et donc plus controversée. La politique actuelle prévoit que les associations votent les représentant-e-s non-luxembourgeois-es, mais que l'autre moitié du Conseil soit nommée, par le Gouvernement respectivement les organisations patronales et syndicales. De plus, le ou la commissaire du gouvernement aux étrangers préside au CNE. La revendication d'un Conseil élu démocratiquement par toutes les personnes non-luxembourgeoises résidant à Luxembourg est peu appréciée par le Gouvernement. En même temps, le CNE ne dispose que d'un budget limité. Des revendications comme par exemple la mise en oeuvre de campagnes d'information concernant l'inscription des communautaires aux élections communales et européennes ne peuvent souvent pas être transposées.

Tous ces problèmes subsistent alors même que le

CNE s'apprête à être renouvelé. La demande du CLAE formulée en novembre dernier, d'utiliser les mois qui restent pour procéder à une évaluation de l'action du Conseil, n'a pas été suivie. Au moment où commencent les travaux parlementaires sur les orientations d'une nouvelle politique d'immigration, l'apport d'un Conseil autonome et fort fait cruellement défaut.

Il faut espérer que les trois prochaines années seront utilisées pour réformer à fond la structure du CNE. Sinon le cadre politique et législatif qui déterminera l'immigration accrue des prochaines années et décennies se fera sans que la voix des personnes concernées ne soit entendue. Bien sûr, si ces personnes pouvaient participer directement au processus politique national, en obtenant le droit de vote, cette structure malaimée deviendrait définitivement obsolète.

## Homoehe

Zwischen Sondergesetzen und Ehe light: Die rechtliche Absicherung von lesbischen und schwulen Paaren stempelt diese meist zu BürgerInnen zweiter Klasse ab.

**dossier, Seite 4**

## Blick nach Washington

Was wollen die USA im Nahen Osten? Und was bringt der Mitchell-Report? Ein Hintergrundbericht zum Besuch des israelischen Premiers Ariel Sharon in New York.

**interglobal, Seite 7**



## Experimentierfreudig

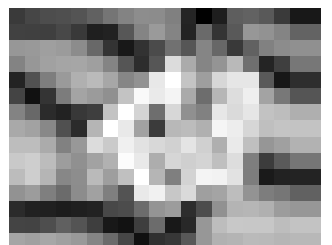
Multidisziplinäre Projekte anzugehen, ist eines von Franz Josef Heumannskämpers Markenzeichen. Seine neueste Inszenierung "Frankenstein" ist zurzeit in der Belvaler Gebläsehalle zu sehen.

**magazine, Seite 9**

## Design ohne Selbstzweck

Luigi Colani ist der Erfinder des "Bio Design". Dem Gestalter von Möbeln, Computern und anderen Gebrauchsgegenständen ist eine Ausstellung in Saarbrücken gewidmet.

**voices, Seite 10**



Preis: 60 LUF - 1,49 Euros



5 453000 211009

Un commentaire de  
Renée Wagener